

Syrie : un cessez-le-feu, mais quel cessez-le-feu ? Le risque d'escalade n'a jamais été aussi grand

écrit par Nestor Mackno | 28 février 2016



Risque de trahison de l'Occident !

En effet, La Turquie et les USA oeuvrent ensemble pour casser l'action Kurde, seuls combattants fiables contre l'ennemi afin d'éviter que ne se crée un état Kurde aux frontières sud-ouest de la Turquie.

Ils prévoient en effet de lancer une offensive en Syrie au départ de la Turquie où s'entassent 15 à 20 000 hommes et des centaines de blindés de la 2e Armée turque, le tout appuyé par l'aviation US, Saoudienne et bien sûr Turque .

Cela fait partie du » plan B des USA » qui contient aussi la création d'une zone tampon de 10 à 30 km qui à pour but caché d'empêcher l'aviation Russe de contre-attaquer. On est loin du discours OTANesque : *Si la Turquie agresse un autre Etat, l'OTAN ne la soutiendra pas* .

Syrie : un cessez-le-feu, mais quel cessez-le-feu ? Au contraire, le risque d'escalade n'a jamais été aussi grand

Un cessez-le-feu doit entrer en vigueur en Syrie ce samedi mais l'accalmie sera de

courte durée. Anticipant l'échec de la trêve, les Etats-Unis ont déjà prévu un « plan B » qui n'exclut pas la formation d'une « zone tampon » au nord de la Syrie dont le but serait d'interdire à l'aviation russe de mener une contre-attaque. Ce projet, fortement souhaité par la Turquie, risque de crispier la Russie.

Read more at <http://www.atlantico.fr/decryptage/syrie-cessez-feu-mais-quel-cessez-feu-au-contraires-risque-escalade-jamais-ete-aussi-grand-alain-rodier-2604915.html#08McWWJVwg4Zk4Fo.99>

Atlantico : Cette semaine, Moscou et Washington ont annoncé un arrêt des combats en Syrie qui doit théoriquement débiter dans la nuit de vendredi à samedi. Toutefois, seuls les Russes semblent aujourd'hui croire à ce cessez-le-feu tant ce dernier est compromis. Qui est concerné par le cessez-le-feu et quelles ont été les réactions suite à l'annonce russo-américaine ?

Alain Rodier : Les seuls mouvements rebelles qui ne sont aujourd'hui pas concernés par la « cessation des hostilités » sont Daech et le Front Al Nosra. Cela veut dire que les combats contre ces deux mouvements salafistes-djihadistes vont se poursuivre et qu'eux-même ne vont pas s'en priver. A savoir que les affrontements vont continuer à avoir lieu sur le terrain, en particulier dans la région d'Alep qui connaît aujourd'hui une bataille effrénée. Le problème réside dans le fait que prenant les devants, ces mouvements islamistes extrémistes sont désormais totalement imbriqués avec d'autres unités qui, elles, ne devraient plus être bombardées.

Des doutes subsistent sur des organisations comme le Ahrar Al-Sham, le Jaysh Al-Islam et le Jund Al-Aqsa qui sont fortement soupçonnées d'être infiltrées par Al-Qaida « canal historique ». Quelle va être leur attitude et celle des forces légalistes à leur égard ?

Il va donc être très difficile de distinguer qui est qui, et qui fait quoi. Les deux parties (gouvernement syrien et Russes d'un côté, rebelles de l'autre) vont immédiatement s'accuser de violations de l'accord conclu entre les États-Unis et la Russie. Pour compliquer le tout, les Kurdes syriens du Parti de l'Union Démocratique (PYD) sont exclus de fait par la Turquie de ce processus car le président Erdogan les considère comme des « terroristes » en raison des liens qu'ils entretiennent avec le PKK. L'accalmie risque donc être de (très) courte durée même si dans un premier temps, l'aviation russe devrait diminuer notablement -voire arrêter temporairement- ses frappes pour montrer la « bonne volonté » de Moscou. Il va être de l'intérêt des mouvements salafistes-djihadistes de mettre la pression pour provoquer la riposte russe afin de faire capoter le processus de cessez-le-feu. De plus, Daech devrait multiplier les attentats terroristes, particulièrement dans les zones où pourrait s'instituer un calme relatif.

Un seul point positif : en dehors des zones d'affrontements avec les forces régulières, Daech est présent dans des régions bien délimitées (en gros, l'Est de la Syrie, en particulier Raqqa et Deir ez-Zor) qui vont pouvoir continuer à constituer des objectifs bien déterminés.

Signe des limites du projet russo-américain, le secrétaire d'Etat américain, John Kerry, évoque déjà un plan B. Peu d'informations circulent sur les contours exacts de l'alternative envisagée. Certaines rumeurs parlent d'une option militaire internationale. Ces rumeurs sont-elles fondées ? Quelles seraient les implications d'une telle solution ?

Washington reste volontairement discret sur ce « plan B ». **Il n'est pas exclu que les États-Unis se rangent à la demande insistante du président turc de création d'une « zone tampon »** entre la région d'Afrin à l'Ouest et l'Euphrate à l'Est sur une profondeur de 10 à 30 kilomètres. Pour lui, l'important est d'éviter la création d'un « Kurdistan indépendant » -le Rojava- tout le long de la frontière sud-ouest de la Turquie. Cette « zone tampon » le coupe littéralement en deux.

Pour Washington, il suffit de donner l'autorisation à Ankara de faire entrer ses forces terrestres dans cette région. 15 000 / 20 000 hommes et des centaines de blindés de la 2e Armée turque sont actuellement sur le pied de guerre à la frontière. Le facteur nouveau serait le soutien direct de l'aviation américaine - vraisemblablement accompagnée d'aéronefs turcs et saoudiens-. Son but serait d'interdire à l'aviation russe de mener une contre-attaque. **Là réside « LE » risque d'escalade.** Est-ce que Moscou est prêt à le prendre ou laisse se constituer cette « zone tampon »? Personne, en dehors du président Poutine, ne le sait à l'heure qu'il est.

A noter que cette solution -totalement illégale selon les lois internationales- présente tout de même quelques avantages, en particulier la possibilité de créer une « zone d'accueil » pour les populations fuyant les combats en y établissant d'immenses camps de réfugiés avec l'aide de la communauté internationale. Cela permettrait d'éviter que ces déplacés n'entrent en Turquie pour ensuite rejoindre l'Europe.

Par contre, **cela entérine la partition de la Syrie** (qui de toutes façons me semble inéluctable à terme). A l'Ouest les Alaouites et autres minorités, au Nord, cette « zone tampon » encadrée par un Kurdistan autonome et un Sunnistan au Sud-Est. Pour l'instant, ce Sunnistan serait dirigé par Daech. Il serait éventuellement possible

de changer cet état de fait en soutenant les forces sunnites « modérées », en réalité, celles qui ne veulent plus voir Daech aux commandes. En effet, **Daech n'est pas extrêmement populaire en Syrie** car une grande majorité de ses adeptes sont des étrangers (Irakiens, Caucasiens, Saoudiens, etc.). Par contre, ce n'est pas vrai en Irak.

Néanmoins, quels développements peut-on envisager sur le théâtre syrien si le cessez-le-feu entre effectivement en vigueur ?

On peut toujours rêver. Les mouvements d'opposition « modérés » seraient obligés de se démarquer de Daech et du Front Al-Nosra, ce qui impliquera automatiquement des combats entre ces factions. Je vois assez mal comment ces affrontements ne déborderont pas. **Pire encore, une « union sacrée » risque de se créer entre Daech et le Front Al-Nosra pour s'opposer aux « traîtres » sunnites qualifiés d' « apostats »** car ils auront accepté l'accord avec les « impies » américains et russes.

L'objectif de Damas est ensuite de lancer un nouveau processus électoral. Pour les Occidentaux, il est hors de question que Bachar el-Assad puisse y participer. La position russe pourrait d'ailleurs évoluer sur ce sujet mais comment organiser ces élections, surtout dans les zones tenues par les rebelles « modérés »? Dans celles placées sous l'autorité des salafistes-djihadistes, il est évident que cela est totalement impossible.

Une *task force* (groupe de travail) est chargée de délimiter les territoires, assurer les communications entre les différents protagonistes, vérifier les allégations de rupture de l'accord et de faire le point des infractions constatées puis de proposer les sanctions. Il va être intéressant de suivre quelle est son efficacité réelle.

En conclusion, il est toujours utile de tenter de lancer un processus de paix malgré toutes les difficultés qui vont inévitablement se présenter. Il faudra bien que la guerre s'arrête un jour. **Même si cela ne donne pas de résultats dans l'immédiat, ce qui se passe aujourd'hui peut donner des prémisses de pistes à suivre dans l'avenir.**

<http://www.atlantico.fr/decryptage/syrie-cessez-feu-mais-quel-cessez-feu-au-contraindre-risque-escalade-jamais-ete-aussi-grand-alain-rodier-2604915.html>